



**Syndicat national  
Pénitentiaire des  
Surveillant(e)s - C.E.A.**

## **COMMUNIQUÉ LOCAL – SPS-CEA CP AIX-LUYNES**

**MOBILISATION Le Lundi 20 Avril 2026**

### **AIX-LUYNES : LA DGAP DOIT TENIR SES ENGAGEMENTS**

Le constat est établi. Il est limpide. Il demeure pourtant sans réponse.

À Aix-Luynes, 487 surveillants sont théoriquement requis ; 421 seulement sont en poste. À l'issue de la dernière CAP de mobilité, près de 100 postes restent vacants.

Cette réalité n'est pas une alerte passagère, mais le point de bascule d'une dégradation annoncée si aucune décision n'intervient. En octobre dernier, l'administration avait pris des engagements clairs : combler les postes vacants, créer des effectifs dédiés au QLCO, renforcer l'ELSP. Aujourd'hui, ces engagements ne se traduisent par aucun effet tangible. Pire, les effectifs continuent de s'éroder, tandis que les renforts sont redéployés vers d'autres établissements, notamment les Baumettes, pour accompagner l'ouverture de nouveaux quartiers.

La ligne fixée est sans ambiguïté, car confirmée par le Directeur Interrégional de Marseille le 17.04.2026, à savoir : la promotion 223 sera affectée au comblement du déficit des Baumettes (environ -90), laissant aux établissements déjà en tension (Avignon, Toulon, Aix, Grasse) des ressources résiduelles. Aucune politique de fidélisation n'est engagée. Aix-Luynes s'enfoncé méthodiquement.

Dans ces conditions, l'annonce de l'ouverture d'un QLCO à l'horizon novembre 2026 relève d'une projection déconnectée des réalités opérationnelles. Sans effectifs supplémentaires, ce projet ne saurait être mis en œuvre. Il ne peut y avoir d'ambition sécuritaire crédible sans moyens humains à la hauteur.

Aix-Luynes, pourtant l'un des plus importants établissements, ne saurait être relégué au rang de variable d'ajustement. Les agressions graves, répétées, parfois d'une extrême violence, subies par les personnels ces derniers mois, imposent une prise de conscience immédiate. Pour le SPS-CEA, l'exigence est claire : définir sans délai un niveau d'effectifs adapté, à la hauteur des enjeux, afin de permettre à cet établissement en grande souffrance de retrouver des conditions de sécurité dignes pour les personnels, pour les personnes détenues, et pour l'ensemble des intervenants.

On ne bâtit pas une structure de haute sécurité sur un socle fragilisé. C'est une exigence de cohérence autant que de responsabilité. Nos demandes sont claires, mesurées et pleinement légitimes :

50 agents doivent être affectés dès la prochaine sortie d'école, et 43 supplémentaires sur la suivante. Ce sont 93 surveillants qui sont nécessaires pour assurer la continuité et la sécurité des missions. À cela s'ajoute un besoin immédiat de renforts administratifs : au minimum 4 personnels supplémentaires, en complément des contractuels annoncés, afin de soutenir un greffe et un service des ressources humaines aujourd'hui en situation de dérive et de tension permanente.

Pour le SPS-CEA, la carence persistante en effectifs compromet directement la sécurité des missions. Dans ces conditions, l'ouverture ou le fonctionnement d'un Quartier de Lutte contre la Criminalité Organisée (QLCO) ne saurait être envisagé. Sans moyens humains, il n'y a pas de dispositif viable.

Les personnels ne se satisfont plus de constats répétés. Ils attendent désormais des décisions, des actes et le respect des engagements pris. Le site d'Aix-Luynes ne peut en aucun cas demeurer une variable d'ajustement. Il s'agit d'un établissement soumis à une pression extrême (plus de 2150 détenus pour 1400 places effectives), qui appelle des mesures immédiates, concrètes et à la hauteur des enjeux.

*« Une promesse non tenue n'est pas un oubli, c'est un mépris »*



Pour les agents ! Le SPS-CEA, Le bureau local, le 19.04.26 à Aix-en-Provence.